

COMMUNE DE KERLAZ CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTI-ACTIVITE

MARCHE DE TRAVAUX

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

COMMUN A TOUS LES LOTS

Maître d'ouvrage :

Commune de Kerlaz

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHÉ	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Décomposition en lot.....	4
1.3 - Représentation du pouvoir adjudicateur.....	4
1.4 - Maitrise d'œuvre.....	4
1.5 - Ordonnancement, coordination et pilotage de chantier (OPC).....	5
1.6 - Coordination, sécurité et protection de la santé (CSPS)	5
1.7 - Contrôle technique	5
1.8 - Ordre de service.....	5
1.9 - Convocation de l'entrepreneur – Rendez-vous de chantier.....	5
1.10 - Cession ou nantissement de créances.....	5
1.11 - Assurances.....	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
2.1 - Ordre de priorité des pièces contractuelles	6
2.2 - Pièces indicatives	7
2.3 - Pièces Générales	7
ARTICLE 3 - ETABLISSEMENT DES PRIX	7
3.1 - Contenu des prix	7
3.2 - Dépenses d'investissement et d'entretien	8
3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier	9
3.4 - Variation dans les prix	9
3.5 - Tranche(s) conditionnelle(s).....	10
ARTICLE 4 - REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE SES SOUS-TRAITANTS	10
4.1 - Relevé d'identité bancaire	10
4.2 - Rémunération en cas d'entreprises groupées	11
4.3 - Rémunération des sous-traitants.....	11
ARTICLE 5 - REGLEMENT DES COMPTES.....	12
5.1 - Mode de règlement et délai de paiement	12
5.2 - Intérêts moratoires	12
5.3 - Avance	12
5.4 - Demandes de paiement mensuelles	13
5.5 - Demande de paiement finale – Décompte général et solde.....	13
5.6 - Prestations supplémentaires ou modificatives.....	13
5.7 - Augmentation du montant des travaux prévus au marché	13
ARTICLE 6 - DELAIS	13
6.1 - Délai d'exécution	13

6.2 - Calendrier d'exécution.....	14
6.3 - Prolongation du délai d'exécution.....	14
6.4 - Délai de notification de la ou des tranches conditionnelles	14
6.5 - Retenues provisoires ou pénalités définitives pour retard	14
6.6 - Pénalités diverses	15
6.7 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	15
ARTICLE 7 - REALISATION DES OUVRAGES	16
7.1 - Implantations des ouvrages – Niveaux – Piquetages.....	16
7.1.1 Piquetage	16
7.2 - Période de préparation des travaux	16
7.3 - Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).....	18
7.4 - Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).....	18
7.5 - Dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).....	18
7.6 - Lutte contre le travail dissimulé	18
7.7 - Consignes relatives à l'intervention du personnel du titulaire.....	18
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE	19
ARTICLE 9 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	21
ARTICLE 10 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES	22
ARTICLE 11 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	22
ARTICLE 12 - RECEPTION DES TRAVAUX.....	23
12.1 - Réception	23
12.2 - Garanties contractuelles.....	23
ARTICLE 13 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	23
ARTICLE 14 - LANGUES	23
ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	24
ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	24

ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réhabilitation et l'extension de la mairie.

1.2 - Décomposition en lot

Les travaux sont répartis en lots, traités par marchés séparés, à savoir :

N° du lot	Désignation du lot
1	Terrassement – Gros œuvre
2	Charpente bois
3	Couverture - étanchéité
4	Ravalement
5	Facades vitrées – Menuiseries extérieures
6	Serrurerie
7	Menuiseries intérieures
8	Plâtrerie – faux plafonds
9	Revêtements de sols
10	Peinture
11	Electricité- Courants faibles – Courants forts - SSI
12	Plomberie sanitaire - Ventilation - Chauffage

1.3 - Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur désigne dès la notification du marché la personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

Elle dispose des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

1.4 - Maitrise d'œuvre

Elle est confiée à :

AGENCE ARCA.
ARCHITECTE- UBANISTE.
125 rue des Alouettes
29490 GUIPAVAS

Tél : 02 98 02 90 97
FAX : 02 98 02 90 98

Le maître d'œuvre exécute une mission de base avec VISA.

1.5 - Ordonnancement, coordination et pilotage de chantier (OPC)

La mission OPC est réalisée par l'équipe de maîtrise d'œuvre.
Interlocuteur :

Mr Yann CARRERIC,

TPF-i Agence Morbihan (Lorient)

39 rue de la Villeneuve
BP 846
Centre d'Affaires La Découverte
56108 Lorient Cedex
+33 (0) 2 97 83 97 98

1.6 - Coordination, sécurité et protection de la santé (CSPS)

La coordination sécurité et protection de la santé est soumise aux articles L. 4511-1, R4511-1 à R. 4515-11 du code du travail relatif aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure et aux articles L. 4531-1 à L. 4535-1, R. 4532-1 à R. 4535-10 du code du travail relatifs aux opérations de bâtiment et de génie civil et notamment aux règles concernant l'organisation de la coordination.

Elle est exécutée par le cabinet QUALICONSLT.

1.7 - Contrôle technique

Les travaux, objet du marché, sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues aux articles L.111-23 à L.111.26 du code de la construction et de l'habitation et à leurs textes d'application.

Le contrôle technique est exécuté par le cabinet SOCOTEC

1.8 - Ordre de service

Les titulaires en accusent réception datée.

Les ordres de service (OS) de démarrage de l'ensemble des travaux sont adressés aux titulaires de chaque lot.

1.9 - Convocation de l'entrepreneur – Rendez-vous de chantier

L'entrepreneur ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage ou sur le(s) chantier(s) toutes les fois qu'il en est requis. Par dérogation à l'article 6.4.1 du CCAG, cette obligation s'étend aux co-traitants, dans le cas d'entrepreneurs groupés, et/ou aux sous-traitants dès lors que cela aura été précisé dans les convocations ad hoc.

1.10 - Cession ou nantissement de créances

Conforme à l'article 4.2 du CCAG-Travaux.

1.11 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances suivants au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties et de leur durée :

- assurance individuelle de responsabilité civile de chef d'entreprise couvrant les risques qu'il encourt du fait de son activité sur le chantier et des conséquences découlant de la réalisation de son marché, notamment après réception (dommages corporels, matériels, et immatériels). L'entreprise donnera (y compris pour les dégâts des eaux et incendie) communication des plafonds de garantie par catégories de risques. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une garantie, sous huitaine, des plafonds pour les risques encourus.

- assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil (couverture « décennale »),

L'entreprise intervenante, ou son sous-traitant, devra donc informer la maîtrise d'ouvrage de l'exécution dans son lot de travaux ou procédés qui ne seraient pas de technique courante ou traditionnelle (voir définition ci-dessous) et lui fournir une attestation d'assurance décennale, valide à la date de la DROC nominative du chantier et des travaux ou procédés concernés, qu'elle fera spécifiquement établir par son assureur.

Par travaux de technique courante ou traditionnelle, on entend les ouvrages répondant aux caractéristiques suivantes :

- ouvrages dont la réalisation est conçue dans les documents contractuels avec des matériaux et suivant des modes de construction auxquels il est fait référence dans les Documents Techniques Unifiés (DTU) ou dans les documents édités par les pouvoirs publics (notamment les fascicules du CCTG applicables aux marchés de travaux publics) ou les Normes Françaises (NF) homologuées ou les règles professionnelles et documents techniques des organismes professionnels ou plus généralement matériaux et modes de construction traditionnels,
- ouvrages ou procédés mis en oeuvre ayant fait l'objet d'un avis technique accepté par l'AFAC (Association Française des Assureurs Construction),
- ou dont la famille n'a pas été « mise en observation » par la C2P.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Ordre de priorité des pièces contractuelles

- L'Acte d'Engagement et ses annexes, le Calendrier d'exécution ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots dont l'exemplaire original détenu dans les archives de l'Administration fait seul foi, et ses annexes ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC) niveau 2 ;
- Le calendrier général d'exécution qui fixe le délai global de réalisation et les délais d'intervention de chaque corps d'état.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), comprenant une partie commune à tous les lots et une partie propre à chacun d'entre eux et assorti des documents ci-après ;
- Les plans ;
- Les pièces générales :
 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) ; l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux et ses modifications successives ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux et ses annexes récapitulant l'ensemble des fascicules qui leur sont applicables (le décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 modifié relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ainsi que l'ensemble des textes qui l'ont modifié)

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4. du CCAP.

Ces documents ne sont pas fournis par l'administration, ils sont réputés connus par le candidat

- Les actes spéciaux de sous-traitance et, le cas échéant, leurs avenants.
- Les pièces mises au point pendant la période de préparation de chantier :
 - Le calendrier détaillé d'exécution qui précise les interventions par tâche élémentaire.
 - Le PPSPS
 - Le plan d'installation d'organisation et de circulation de chantier

2.2 - Pièces indicatives

- Le rapport initial de contrôle technique ;
 - le devis descriptif et estimatif détaillé fourni par le titulaire.
- Il ne servira qu'à la détermination des prix unitaires servant au règlement des demandes d'acomptes. Il ne pourra donc pas servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

2.3 - Pièces Générales

- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB, et, notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, dans les conditions prévues au décret n° 84.74 du 26 janvier 1984 modifié fixant le statut de la normalisation, les cahiers des clauses techniques des DTU.

Il est précisé que l'entrepreneur, dès lors qu'il soumissionne pour un lot, est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du marché concourant à la réalisation complète de l'ouvrage. Aussi, il ne pourra se prévaloir des cahiers des clauses spéciales des DTU relatives à sa spécificité pour échapper aux obligations annexes à ses travaux.

- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.
- Les documents techniques COPREC n° 1 et 2 relatifs aux essais et vérifications de fonctionnement effectués par les entrepreneurs.
- Les règles générales de construction des bâtiments d'habitation édictées par le décret n° 69-596 du 14 juin 1969 et les arrêts d'application ainsi que la réglementation sur les économies d'énergie publiée et en vigueur le mois précédent la date d'AE.
- Les règlements de voirie éventuels applicables dans la commune où se situe l'opération.
- Le règlement sanitaire départemental ou local.

ARTICLE 3 - ETABLISSEMENT DES PRIX

3.1 - Contenu des prix

Le prix du marché est indiqué hors TVA.

Il est établi en tenant compte de l'ensemble des dépenses visées au CCAG-Travaux. Seront notamment intégrées :

- les dépenses communes de chantier visées au 3.3 du CCAP.
- L'ensemble des dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris frais d'assurance, impôts et taxes.

Ce prix comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, l'obtention des consuels, l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques et au CCTP et les frais de compte interentreprises, et ne saurait être modifié pour quelque cause que ce soit. Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage

Le prix est réputé tenir compte de l'ensemble des sujétions d'exécutions qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps, de lieux et du nature de sol où s'exécutent les travaux et plus particulièrement celles qui résultent :

- Des phénomènes naturels
- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics

- De la présence de canalisation, conduites ou câbles de toute nature ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause.

Il est notamment précisé à cet égard que :

Toutes ambiguïtés ou imprécisions constatées après la signature du marché entre les différents corps d'état et n'apparaissant pas dans les documents contractuels, plans, devis descriptif, etc, seront réglées par l'entreprise dans le cadre du marché.

L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :

- avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- avoir tenu compte de l'ensemble des textes concernant la sécurité
- avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, aux contraintes de mitoyenneté, à la topographie et à la nature des terrains notamment par l'étude des sols (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.)
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le devis descriptif, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près de l'architecte, du bureau de contrôle, et, le cas échéant, du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service des Ponts & Chaussées, Service Municipaux, Service des Eaux, Electricité de France, Gaz de France, Services de sécurité de, télécommunication, câble télédistribution, etc.)
- les entreprises peuvent utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Elles devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leurs frais. Les prix s'entendent pour les travaux terminés suivant les règles de l'art. Il ne sera accordé aucun supplément pour erreur ou omission quantitative.
- les divergences éventuellement relevées en cours d'exécution par rapport aux quantités figurant aux devis estimatifs et quantitatifs de même que les erreurs qui pourraient y être décelées dans les calculs ayant fixé le prix global forfaitaire, ne peuvent en aucun cas, conduire à une modification de celui-ci tel qu'il figure à la soumission acceptée.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au titulaire. Le cas échéant, il précise la répartition des prix entre les cotraitants et les sous-traitants.

3.2 - Dépenses d'investissement et d'entretien

Le titulaire devra exécuter et prendre en compte dans son offre l'ensemble des prestations prévues au cahier des clauses techniques particulières ainsi qu'au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC-SPS)

Le prix prévoit notamment, les dépenses d'investissement (panneau de chantier établi en conformité avec l'article R. 8221-1 du Code du Travail⁽¹⁾, réseaux provisoires, installations communes de sécurité et

d'hygiène...), les dépenses d'entretien (frais de gardiennage, nettoyage du chantier) et d'élimination des déchets.

⁽¹⁾ Il est rappelé que cet article stipule :

- Travail dissimulé par dissimulation d'activité, article R. 8221-1
« L'entrepreneur travaillant sur un chantier ayant donné lieu à la délivrance d'un permis, affiche sur ce chantier, pendant la durée de l'affichage du permis, son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. »
« L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique. »

3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier

Dépenses diverses portées au débit du compte-prorata

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du titulaire d'un lot particulier, les dépenses indiquées ci-après :

- Le panneau de chantier précisant les coordonnées et adresses des intervenants du chantier
- **Les bennes de déchets suivant un tri sélectif**
- Consommations d'électricité et de téléphone ;
- Consommations d'eau : nous rappelons aux entreprises qu'elles doivent souscrire un abonnement temporaire avec comptage auprès du Service de l'Eau pour les besoins nécessaires à leur chantier ;
- Chauffage de chantier ;
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé ;
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers ;
- L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre
- Les dépenses indiquées au PGC

Gestion du compte prorata

Le titulaire du lot gros-œuvre procède au règlement des dépenses portées au débit du compte prorata, visées à l'article précédent, mais il peut demander des avances aux titulaires des autres lots. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque lot.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entreprises lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le maître d'ouvrage ne participera pas d'une façon directe ou indirecte à la gestion du compte prorata. C'est pourquoi sa responsabilité ne sera jamais engagée à l'égard du titulaire, gestionnaire du compte. En outre, il ne pourra pas lui être demandé de se placer en position d'arbitre des conflits entre les titulaires des différents lots.

3.4 - Variation dans les prix

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » (M₀) : Janvier 2017.

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles suivants

Choix de l'index de référence

Les index de référence choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des marchés sont les index BT

publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au moniteur des travaux publics :

N° du lot	Désignation du lot	Index
1	Terrassement – Gros œuvre	BT01
2	Charpente bois	BT16
3	Couverture - étanchéité	BT34
4	Ravalement	BT01
5	Facades vitrées – Menuiseries extérieures	BT43
6	Serrurerie	BT42
7	Menuiseries intérieures	BT18a
8	Plâtrerie – faux plafonds	BT01
9	Revêtements de sols	BT01
10	Peinture	BT46
11	Electricité- Courants faibles – Courants forts - SSI	BT47
12	Plomberie sanitaire - Ventilation - Chauffage	BT01

Les acomptes, primes, pénalités et indemnités seront révisés avec l'index du marché ou du lot.

Modalités de révision des prix

Afin de tenir compte des variations économiques, la rémunération de l'entreprise variera, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = Po (0,15 + 0,85 Im / Io)$$

avec Io : index défini plus haut pour le mois Mo
 Im : index défini plus haut pour le mois au cours duquel les travaux ont
 été exécutés

Po : montant des travaux au mois Mo

Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.5 - Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet

ARTICLE 4 - REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE SES SOUS-TRAITANTS

4.1 - Relevé d'identité bancaire

Le titulaire du marché ne doit adresser son R.I.B., et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels, que si les références bancaires précisées à l'acte d'engagement, ou à l'acte spécial sont modifiées entre la date de signature de l'acte et celle de la demande de paiement.

Le RIB est joint par courrier avec la demande de paiement correspondante en précisant la personne et les références du marché concerné.

Les retards de paiement qui pourraient résulter de l'absence de fourniture de ce document seront le fait du titulaire, ou le cas échéant des sous-traitants.

Cette modification de références bancaires peut intervenir au cours de l'exécution du marché.

4.2 - Rémunération en cas d'entreprises groupées

Entreprises groupées solidaires

Si le marché est attribué à un groupement d'entreprises solidaires, les paiements s'effectuent sur un compte unique ouvert au nom des entreprises constituant le groupement.

Entreprises groupées conjointes

Les paiements s'effectueront sur autant de comptes qu'il y aura d'entreprises constituant le groupement. Les entreprises devront annexer à leur acte d'engagement la répartition détaillée des prestations que chaque cotraitant s'engage à exécuter.

4.3 - Rémunération des sous-traitants

Modalités de paiement direct par virement

Le sous-traitant direct du titulaire qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, peut être payé directement par le pouvoir adjudicateur si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le sous-traitant indirect qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par le pouvoir adjudicateur si son entrepreneur principal a donné délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par lui.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur :

- au titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception (AR), ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'AR ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis du service coursier attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'œuvre adresse au titulaire du marché une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'AR ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre : il joint, en double exemplaire, au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné : cette somme tient compte des conditions de paiement figurant au contrat de sous-traitance (révisions ou actualisations, pénalités, primes, taux de T.V.A....).

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

Le délai court :

- à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;
- ou, à compter de l'expiration du délai de 15 jours précisé ci-dessus, si le titulaire n'a notifié aucun accord ou refus pendant ce délai ;
- ou, à compter de la réception de l'avis de refus ou de non-transmission, adressé directement par le sous-traitant au maître d'œuvre.

Mandatement du solde

Lors de l'établissement du projet de décompte final, si le montant qu'il reste à payer à un ou des sous-traitants est en deçà du montant figurant dans le ou les actes spéciaux, le titulaire du marché devra obligatoirement fournir un quitus signé de la ou des entreprises sous-traitantes pour solde de tout compte, ou faire signer le décompte par le ou les sous-traitants.

A défaut de quitus, signé du ou des sous-traitants ou de visa sur le projet de décompte final, le maître d'œuvre établira le décompte général sur la base entre autres des montants des actes spéciaux autorisés en paiement direct par le pouvoir adjudicateur. Le mandatement des soldes sera effectué selon ces termes.

ARTICLE 5 - REGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Mode de règlement et délai de paiement

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

Le délai maximum de paiement ne peut excéder trente jours.

Son point de départ est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre. Elle se substitue à la date d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande.

Si la demande de paiement est transmise avant l'exécution des travaux, c'est la date d'exécution des travaux qui constitue le point de départ du délai de paiement.

La date de réception de la demande et la date d'exécution des prestations sont constatées par le maître d'œuvre. A défaut, c'est la date de la demande augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire du marché d'administrer la preuve de cette date.

Le délai expire à la date à laquelle le comptable a procédé au règlement par virement.

La demande de paiement doit être accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives.

5.2 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

5.3 - Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance lui est accordée sous réserve de réunir les conditions suivantes :

- le montant du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € H.T. ;
- son délai d'exécution est supérieur à deux mois ;
- le titulaire a constitué une garantie à première demande garantissant le remboursement de l'avance.

Le montant de l'avance, versée au titulaire, s'exprime en TTC. Il est calculé au prorata des travaux à exécuter par ses soins. Il est égal à :

- 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie, si leur durée est inférieure ou égale à 12 mois.

Le montant de l'avance versé au sous-traitant, à sa demande, se calcule de la même façon au prorata des travaux exécutés par ses soins.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Son délai de paiement court à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution du marché ou de la tranche affermie et de la réception par le pouvoir adjudicateur de la garantie précisée plus haut.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux exécutés au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché ou de la tranche affermie. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une partie du marché ultérieurement, il rembourse l'avance

correspondante même si celle-ci n'est pas versée au sous-traitant.

5.4 - Demandes de paiement mensuelles

Avant la fin de chaque mois, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre son projet de décompte. Cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le projet est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre; il devient alors le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre dresse alors l'état d'acompte. Il le notifie au titulaire.

Désaccord sur le montant d'un acompte

Le maître d'œuvre notifie au titulaire son état d'acompte si le projet établi par ce dernier a été modifié.

Suspension du délai de paiement

Le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une seule fois par l'ordonnateur, avant le mandatement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de 30 jours est ouvert.

5.5 - Demande de paiement finale – Décompte général et solde

Le décompte général est propre à chaque lot.

La notification de la dernière décision de réception partielle fait courir le délai prévu à l'article 13.3.2 du CCAG-Travaux.

Les stipulations du CCAG-Travaux sont seules applicables.

5.6 - Prestations supplémentaires ou modificatives

Elles constituent les travaux supplémentaires ou modificatifs commandés par ordre de service écrit, après accord du pouvoir adjudicateur et dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage.

Le règlement desdits travaux sera effectué d'après les prix unitaires figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire initiale.

Faute de quoi ils seront réglés d'après une décomposition du prix global pour ces travaux particuliers conformément à l'article 14.4 du CCAG-Travaux. Ces prix nouveaux ne seront donc jamais actualisables.

5.7 - Augmentation du montant des travaux prévus au marché

La poursuite de l'exécution des travaux est soumise :

- soit à l'article 15 du CCAG-Travaux ;
- soit à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 6 - DELAIS

6.1 - Délai d'exécution

Le délai global d'exécution englobe la période de préparation de chantier pour l'ensemble des lots ainsi que les périodes de congés payés.

Il court à compter de la date fixée dans l'ordre de service pour le démarrage de la période de préparation des travaux.

Ce délai ne peut en aucun cas être changé du fait du titulaire ou d'un sous-traitant.

Le délai d'exécution de chaque lot est précisé dans le calendrier d'exécution.

6.2 - Calendrier d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution fait l'objet d'un document annexé à l'acte d'engagement.

6.3 - Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application de l'article 19.2.3. du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, est égal à 10 jours travaillés par année civile : ce nombre est compris dans le délai global d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

Dans tous les cas l'acceptation de l'arrêt de chantier pour intempéries, par le Maître d'Œuvre est liée à la spécificité des travaux de l'entreprise, de sa localisation sur le site, des éventuelles conditions d'abri et de protection : c'est-à-dire de la réalité de décider un arrêt de chantier.

Au-delà de ces 10 jours d'intempéries, réputés prévisibles par année civile, le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de jours d'arrêt de chantier accepté par le maître d'œuvre, en accord avec le maître d'ouvrage sous réserve que soit dépassée l'une des intensités limites suivantes :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Gel	Température inférieure ou égale à moins 5°C pour les fondations Température inférieure ou égale à moins 0°C pour les élévations
Neige	Dès son apparition
Pluie	Égale ou supérieure à 20 mm par jour OU d'une durée supérieure à 2 heures consécutives
Vent	Égale ou Supérieur à 60 km/h pendant l'utilisation de la grue ou l'exécution de travaux en hauteur ou sur échafaudages

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météo du département concerné par le projet seront pris en compte.

6.4 - Délai de notification de la ou des tranches conditionnelles

Sans objet.

6.5 - Retenues provisoires ou pénalités définitives pour retard

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une retenue provisoire de 200,00 euros HT par jour calendaire de retard.

Durant les travaux, les retenues seront appliquées du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre sur le calendrier détaillé d'exécution. L'OPC notifiera au maître d'œuvre toute constatation de retards éventuels par rapport au dit-calendrier.

Les retenues et pénalités, dans le cas d'entrepreneurs groupés, seront réparties conformément aux stipulations de l'article 20.6 du CCAG-Travaux.

Elles seront payées avec le solde du marché si le titulaire a résorbé son retard au moment de la réception des travaux et n'a pas contraint à modifier le calendrier détaillé d'exécution. Dans le cas inverse, elles se transformeront en pénalités définitives.

6.6 - Pénalités diverses

Absence ou retard au rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement : le jour et l'heure seront fixés par le maître d'œuvre en début de travaux.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, le représentant du titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier, ou de se faire représenter par une personne compétente capable de prendre des décisions et de l'engager. Faute de quoi, le titulaire sera considéré comme absent.

Tout titulaire non représenté ou non excusé aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra appliquer une pénalité de 50,00 euros HT par absence. Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif de chaque lot.

Tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre sera considéré comme une absence. Celle-ci entraînera une pénalité de 50,00 HT euros.

Absence de réponses aux demandes du coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS)

Le titulaire (ou chaque cotraitant, le cas échéant) devra travailler conjointement avec le CSPS à la mise au point des documents de sécurité du chantier et du dossier à remettre au Maître d'Ouvrage pour l'exploitation des locaux.

Une pénalité de 100,00 euros HT par jour calendaire de retard et par entreprise, sera appliquée en cas de retard à la remise au CSPS des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le titulaire (ou chaque cotraitant, le cas échéant) devra se conformer aux observations ou aux ordres qui pourront être contenus dans le procès-verbal du CSPS ou qui pourront lui être adressés par voie postale. Pendant le déroulement du chantier, en cas de non réalisation des prestations demandées ou de non remise des documents demandés par ce dernier dans les délais fixés, les retenues précisées à l'article 6.5 du présent CCAP lui seront appliquées.

A la fin du chantier, s'il s'avère que le délai d'exécution global des travaux n'est pas respecté et que ce dépassement est imputable à une ou des entreprises qui n'auraient pas remis au CSPS les documents demandés ou n'auraient pas exécuté les prestations exigées par ce dernier, la ou les entreprises fautives subiront, par jour calendaire de retard, une pénalité définitive de 50,00 euros HT. Ces pénalités ne se cumuleront pas avec les pénalités définitives appliquées dans le cadre du 6.5 du CCAP.

Retard dans la remise de documents à fournir en cours d'exécution et dans la présentation d'échantillons :

En cas de retard dans la remise des documents à fournir en cours d'exécution ou dans la présentation d'échantillons (le délai ayant été fixé conjointement entre le Maître d'œuvre et le titulaire (ou chaque cotraitant, le cas échéant) dans le cadre du compte-rendu de chantier), une pénalité de 50,00 euros par jour calendaire sera appliquée.

6.7 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par le titulaire (ou chaque cotraitant, le cas échéant) conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, des retenues provisoires seront opérées dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG-Travaux sur le dernier décompte mensuel. Le montant de cette retenue est fixé à 5 % du montant du marché, avec une valeur minimale de 500,00 euros HT.

ARTICLE 7 - REALISATION DES OUVRAGES

7.1 - Implantations des ouvrages – Niveaux – Piquetages

7.1.1 Piquetage

Si des ouvrages ou canalisations enterrées se trouvent au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, un piquetage spécial est effectué en même temps et dans les mêmes conditions que le piquetage général.

7.1.2 Niveau

L'entrepreneur de gros oeuvre doit tracer au bleu le niveau à 1 m du sol fini des ouvrages. Il doit l'entretien de ces traits de niveau jusqu'à l'intervention des corps d'état chargés des revêtements de sols et de murs.

7.2 - Période de préparation des travaux

Il est fixé une période de préparation, commune à tous les lots.

Sa durée est de 1 mois.

La phase de préparation de chantier a pour objectifs :

- De procurer l'ensemble des documents et moyens nécessaires selon les demandes des maîtres d'oeuvre, coordinateurs et coordonnateurs.
- De permettre la mise au point technique du projet. L'entreprise présentera l'ensemble des échantillons ainsi que les avis techniques correspondants. L'architecte fera procéder à une lecture concertée des marchés avec les entreprises, afin que chacun ait effectivement connaissance des prestations qu'il s'est engagé à fournir.
- D'effectuer une coordination en amont entre les entreprises. Chacune des entreprises s'informeront des tâches à réaliser par les autres, prendra connaissance des modes opératoires, des interfaces et repérera à l'avance les points pouvant entraîner des problèmes de qualité et de finition.
- De mettre au point l'organisation du chantier et les modalités de communication entre les intervenants. Les différents acteurs du chantier, seront clairement identifiés ainsi que leurs rôles, les uns par rapport aux autres. Dans le cas d'un chantier à faibles nuisances, les responsables environnementaux du chantier et leur rôle seront définis.
- De réexaminer et d'ajuster le planning d'exécution en fonction des contraintes de l'ensemble du chantier. Dans le cadre du planning contractuel, les entreprises devront indiquer avec précision leurs périodes de congés. Les risques d'intempéries seront pris en compte, en particulier, pour évaluer les temps de séchage durant les mois d'hiver.
- De s'assurer des approvisionnements. Les moyens de stockage et de manutention seront précisés afin de garder aux fournitures leurs qualités contrôlées lors de la livraison. L'entreprise vérifiera auprès de ses fournisseurs les délais et les quantités, afin qu'il n'y ait pas de retard ou de rupture d'approvisionnement et indiquera à l'architecte et au coordinateur les dates limites de choix.
- De repréciser les attentes en matière de Qualité et les règles générales applicables en matière de traitement des non-conformités (acceptation en l'état, démolition, rebut, réparation).
- De faire connaître au personnel les tâches à réaliser. Les entreprises se donneront les moyens d'informer à l'avance leur personnel sur les caractéristiques du chantier et sur les tâches précises qui seront à réaliser.
- De former et de sensibiliser à la qualité et à l'environnement l'ensemble du personnel de l'entreprise afin d'assurer la qualité, la maîtrise des impacts environnementaux et son contrôle à tous les niveaux du processus de construction.

7.2.1 Installation de chantier

Le maçon remettra pour approbation à l'architecte, au coordinateur, au coordonnateur, ainsi qu'à l'aménageur ou aux services municipaux un plan des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux.

- L'emplacement des bureaux de chantier.
- L'emplacement des centrales à béton avec leur stockage d'agréats, leur bassin de rétention et de lavage des outils, des ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage.
- des ateliers de ferrailage, de préfabrication et de coffrage.
- L'emplacement des monte-matériaux, s'il y a lieu.
- L'emplacement des voies de grues avec indications des périodes de travail et des périodes de transfert.
- Les baraquements de stockage du matériel, des matériaux et des éléments préfabriqués de chaque entreprise, avec les surfaces de stockage à l'air libre, ainsi que les parcs à acier, s'il y a lieu.
- Les postes de transformation de chantier, les surpresseurs s'il y a lieu et les réservoirs d'eau.
- Les schémas de branchements provisoires d'eau et d'électricité.
- Les bureaux de gardiennage.
- Les installations obligatoires destinées au personnel (vestiaires, réfectoires, sanitaires, douches).
- La voirie provisoire secondaire, tant pour la circulation des véhicules que pour celle des piétons, ainsi que l'accès, avec indication éventuelle des sens obligatoires.
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage provisoire du chantier et des clôtures, des accès aux bureaux.
- L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie.
- L'emplacement des parkings provisoires.
- Les zones de mise en dépôt provisoire des terres végétales des déblais en attente de réemploi pour remblai, ainsi que les zones d'accès interdites.
- Tous détails non énumérés ci-dessus, mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leurs installations, notamment au regard des dispositions de gestion des nuisances de chantier.

7.2.2 Bureau de chantier

Un local sera mis à la disposition du maître d'oeuvre, du maître d'ouvrage et du contrôleur technique par l'entreprise gestionnaire du compte prorata. Ce local aura une surface minimale de 8 m².

Il devra être équipé de chaises et de tables, d'un chauffage, d'un éclairage, de panneau d'affichage ainsi que d'une armoire fermant à clé où seront déposées toutes les pièces du marché ainsi que celles élaborées pendant l'exécution.

L'entretien, le chauffage et le nettoyage de ce local sont assurés en permanence par le mandataire, ou l'agent de liaison.

7.2.3 Panneau de chantier

Le panneau de chantier inspiré du document en annexe du présent CCAP comprendra également les logos des partenaires financiers sur avis du Maître d'Ouvrage. Il devra être soumis au Maître d'Ouvrage pour validation avant installation par l'entreprise concernée (frais au compte prorata) à l'endroit désigné par le maître d'ouvrage dès l'ouverture du chantier. Il comportera les indications réglementaires.

Ce panneau sera déplacé si nécessaire, remis en état si abîmé, le tout au frais du compte prorata.

7.2.4 Clôture de chantier

Il est demandé au minimum pour les opérations de logements collectifs de clore entièrement le chantier au moyen d'un treillis soudé de mailles de 10 x 10 cm, de 2 mètres de hauteur, avec un portail pour l'accès au chantier des véhicules et un portillon d'accès pour les piétons. Ces portail et portillon seront fermés à clé midi et soir par l'entreprise de gros-oeuvre. Ces clôtures pourront être enlevées quand le bâtiment sera clos et couvert. La responsabilité de la fermeture du bâtiment incombera à l'entreprise de menuiserie jusqu'à la mise en place des canons définitifs et la remise des clés au peintre, lequel demeurera responsable jusqu'à la réception par le maître d'ouvrage.

Il sera demandé de matérialiser les limites de chantier.

Ces dispositions sont valables sauf exigences spécifiques de l'aménageur ou des services municipaux, lesquelles prévauront.

7.3 - Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

Le chantier concerné par le présent marché est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est joint au présent marché.

7.4 - Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Il sera établi par le titulaire du marché (ou chacun des cotraitants le cas échéant), les sous-traitants, les travailleurs indépendants un plan particulier de sécurité et de protection de la santé qui tiendra compte du plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé contractuel ainsi que de l'ensemble des prescriptions techniques contenues dans le CCTP et ayant une influence sur la sécurité.

Le PPSPS doit être remis au CSPS avant le début des travaux, faute de quoi la réalisation des travaux ne pourra commencer.

7.5 - Dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé constitue, dès la phase de conception, un dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage. Certaines parties de ce dossier pourront être confiées à d'autres intervenants, le coordonnateur en gardant la maîtrise. Le titulaire du présent marché et ses sous-traitants adressent au coordonnateur l'ensemble des documents nécessaires à l'établissement du D.I.U.O.

7.6 - Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu à l'application de l'article 31.5 du CCAG-Travaux.

7.7 - Consignes relatives à l'intervention du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire ou des sous-traitants devra réaliser ses travaux les jours ouvrés du lundi au vendredi

Il doit être muni d'une carte d'identité, d'une carte professionnelle au nom de l'entreprise

7.8 - Préchauffage / VMC

Les entreprises des corps d'état secondaires tels que peinture ou revêtement de sol dont les dispositions d'exécution dépendent d'une température ou d'un degré hygrométrique ne pourront refuser l'exécution ou la continuité de leurs travaux s'il est possible de satisfaire à ces conditions par un préchauffage approprié.

L'entrepreneur de chauffage est tenu de prendre toutes dispositions utiles pour que les installations qui lui incombent soient en état de marche à la date prévue au planning. Il reste responsable du bon fonctionnement

de sa fourniture et doit en assurer la surveillance.

Dans le cas où le précédent alinéa ne peut s'appliquer il sera mis en place des aérothermes ou convecteurs ne dégageant pas de vapeur d'eau par le mandataire, ou par l'entrepreneur ayant besoin du préchauffage.

Les installations de VMC devront faire l'objet d'une mise en route avec vérification du débit avant réception.

La charge des frais de consommation correspondants au préchauffage sera imputée aux entreprises concernées.

7.9 - Produits et matériaux

Dès lors qu'un produit spécifique est prescrit dans le descriptif, par le maître d'oeuvre, l'entrepreneur est tenu de l'employer, sous sa responsabilité comme le précise l'article 8.2. du CCAG.

Les échantillons d'appareillages, de matériaux et de produits doivent être fournis par l'entrepreneur pendant la période de préparation. Ils seront entreposés dans le bureau laissé à disposition du maître d'oeuvre, avec une documentation relative à leur mode de pose, d'utilisation et de maintenance, les coordonnées des fabricants et négociants, les délais de livraison ainsi que les différents coloris pouvant être choisis par le maître d'oeuvre.

Les Fiches de Données Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits industriels utilisés (ou en leur absence les Fiches de Données Sécurité (FDS) devront être fournies au coordinateur SPS, et tenues à disposition du Maître d'Ouvrage et de l'architecte sur simple demande. Les FDES ou FDS des produits dangereux utilisés sur le chantier devront être à disposition à tout moment sur le chantier.

Les approvisionnements de matériaux de finitions (sols et murs) devront avoir été fait et présenté au Maître d'Ouvrage au moins 1 mois avant leur délai prévisionnel de pose.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

Le marché peut être exécuté, partiellement, en sous-traitance directe ou indirecte à condition qu'au préalable :

- le pouvoir adjudicateur, ait accepté chaque sous-traitant et agréé ses conditions de paiement ;
- le titulaire du marché, ou le sous-traitant qui veut lui-même sous-traiter une part du marché, puisse justifier qu'aucune cession ou nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, si les conditions sont remplies pour qu'il puisse y prétendre ;
- le sous-traitant concerné ait remis au coordonnateur SPS son plan particulier de sécurité et de protection de la santé, tel que demandé au titulaire du marché.

Le sous-traitant retenu par l'entreprise titulaire devra pouvoir justifier de suffisamment d'expérience ou devra disposer d'un certificat de qualification. Sans l'une de ces deux conditions, l'entrepreneur titulaire s'engage à prendre à sa charge le surcoût de la prime d'assurance dommage-ouvrage imputable au lot concerné.

Le titulaire du marché, remet au représentant du pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) :

- l'acte spécial de sous-traitance (DC4) rempli et signé par ses soins et par le sous-traitant, accompagné des pièces décrites plus bas.
- l'exemplaire unique du marché ou bien le certificat de cessibilité, s'il a été délivré, afin que le représentant légal du maître de l'ouvrage en modifie la formule d'exemplaire unique
ou
une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant, si le marché a été nanti.

Si le pouvoir adjudicateur dispose de l'ensemble des pièces nécessaires, son accord devient effectif après notification de l'acte spécial, signé par ses soins, au sous-traitant et à son entrepreneur principal.

Le formulaire type (DC4) à renseigner peut être obtenu sur le site du Ministère de l'Économie :

http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4.doc

L'acte spécial

Il indique :

- la nature précise des prestations sous-traitées et leur montant TTC ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
 - les modalités de révision de prix ;
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, réfections et retenues diverses ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au titulaire.

☞ Il comprend l'**attestation sur l'honneur** du sous-traitant qui déclare, en application des articles 48 et 55 du décret n°2016-360 et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^e alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^e alinéa de l'article 433-2, 8^e alinéa de l'article 434-9, 2^e alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^e alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1, L.5212-2, L.5212-5 et L.5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- que le travail sera effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés,

conformément à l'article D.8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

- fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

L'acte spécial est complété par les documents suivants du sous-traitant :

- les agréments en cours de validité (de moins d'un an) nécessaires à l'exécution des travaux, le cas échéant ;
- les attestations fiscales et sociales (liasse fiscale 3666 et attestation URSSAF) ou l'imprimé DC7 de ce dernier (ou NOT12 à compter de l'année 2011) ;
- un justificatif de l'inscription au registre de la profession ou du commerce (ou motif de non indication d'un numéro d'identification) du sous-traitant ;
ou
un devis mentionnant son nom ou sa dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente
ou
un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- si le sous-traitant fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet avec traduction en français le cas échéant ;

Responsabilité du titulaire ou de l'entrepreneur principal

Le Titulaire reste tenu envers le pouvoir adjudicateur de l'exécution de la totalité des obligations et engagements tels que décrits au présent marché.

Le titulaire s'engage à vérifier que les obligations et engagements qui ont été retenus pour lui-même au moment du jugement des offres soient au moins identiques pour son sous-traitant.

ARTICLE 9 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et d'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites prévus à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur, en respectant les dispositions suivantes :

- lieux d'entreposage
- Les bennes des déchets prévus au titre du compte prorata devront respecter les tris sélectifs

Afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi des déchets est obligatoire. Il sera remis au maître d'ouvrage.

Si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, ils seront évacués d'office aux frais et risques du titulaire conformément l'article 37.2. du CCAG-Travaux.

ARTICLE 10 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES

10.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.

Les essais seront assurés sur le chantier par le titulaire et contrôlés par le Bureau de Contrôle Technique, désigné et rémunéré par le pouvoir adjudicateur. Les essais et contrôles s'effectueront à la diligence et en présence du maître d'œuvre.

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les normes, DTU, avis techniques, descriptif ou conventions passées pour le projet sont assurés selon qu'ils auront été définis dans les pièces ci-avant par l'entrepreneur lui-même, le maître d'oeuvre, le contrôleur technique, le coordinateur ou le coordonnateur, Cerqual (Qualitel, Habitat & Environnement)...

Dans le cas d'essais ou épreuves non prévus au devis descriptif, et notamment résultant de demandes d'expertises ou de désaccords sur la qualité du produit livré, il sera fait selon les dispositions de l'article 15.3.2. du CCAG.

L'entrepreneur ne devra pas s'opposer aux visites et investigations du maître d'oeuvre, du bureau de contrôle, du coordonnateur et du coordinateur ou celles que le maître d'ouvrage estime nécessaire de faire pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché et au règlement de construction.

10.2 Mesures et contrôles des performances après travaux

Certaines performances ne peuvent être mesurées qu'après réalisation complète des ouvrages, voire mise en service et utilisation de ceux-ci. Les mesures et contrôles seront donc dans ce cas réalisés après la date de réception des ouvrages, et pourront, le cas échéant provoquer des réserves à la réception, même si celles-ci ne figurent pas au PV de réception.

Ces mesures et contrôles doivent intervenir au plus tard dans le délai du parfait achèvement.

Ces mesures et contrôles concernent les performances, relatives à :

- L'acoustique intérieure
- L'acoustique extérieure
- L'installation de chauffage et de ventilation. Les entreprises concernées s'engagent à procéder aux essais sous huitaine après injonction du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre et au plus tard pour le 1er octobre suivant la date de réception.

ARTICLE 11 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remet au maître d'œuvre:

- **au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux** conformément à l'article 12 du présent document : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- **dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux** : les éléments complémentaires pour l'établissement du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

La documentation demandée au CCTP doit être fournie en langue française. Cette documentation pourra être imprimée ou copiée sur clé USB (ou éventuellement CD-Rom).

Le titulaire remet trois exemplaires des documents au maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est remis au CSPS

ARTICLE 12 - RECEPTION DES TRAVAUX

12.1 Réception

Le titulaire est chargé d'aviser, à la fois le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que ses travaux ont été achevés ou le seront.

Sauf dérogation précisée au paragraphe précédent, la réception se déroule conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux.

12.2 Garanties contractuelles

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

Les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux et après la constatation de la levée de l'ensemble des réserves propres au lot concerné.

Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur le montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants, en application des articles 122 à 124 du décret n°2016-360.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie, ou cette caution, peut être constituée à tout moment : elle doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Le cas échéant, les montants prélevés au titre de la garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

ARTICLE 13 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par un autre prestataire les prestations, prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire défaillant : les suppléments de dépenses induites seront à la charge de ce dernier, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Dans le cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 55 du décret n°2016-360, ou au refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou, D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation du marché pour faute du titulaire, conformément à l'article 46.3 du CCAG-Travaux, à ses frais et risques. Les dispositions de l'alinéa 1 du présent article s'appliquent.

La perte par le titulaire d'une autorisation légale ou réglementaire entraîne la résiliation du marché pour faute du titulaire par dérogation à l'article 46.3 du CCAG-Travaux. Les dispositions de l'alinéa 1 du présent article s'appliquent.

ARTICLE 14 - LANGUES

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

L'ensemble des documents écrits et/ou fournis dans le cadre du présent marché est rédigé en français.

ARTICLE 15 - DIFFERENDS ET LITIGES

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de procédure contentieuse, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour toutes contestations sur l'interprétation ou l'exécution des dispositions du marché et plus particulièrement :

- **le Tribunal administratif de Rennes**

Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

L'article 1.9 du présent CCAP déroge à l'article 6.4.1 du CCAG-TRAVAUX

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX

L'article 4.2 du présent CCAP déroge à l'article 11.6 du CCAG-TRAVAUX

Les articles 6.5 et 6.6 du présent CCAP déroge à l'article 14 et 20.4 du CCAG/TRAVAUX

L'article 7.2 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG/TRAVAUX

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 46.3 du CCAG/TRAVAUX

Date :

Date :

Signature et cachet de l'entreprise :

Le Maire de la Commune de Kerlaz